



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 13 février au 19 février 2020

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Économie

Le consensus de prévision de croissance de l'économie mexicaine pour 2020 a été une nouvelle fois revu à la baisse et s'établit autour de 0,9 %. Une enquête de l'institut LatinFocus montre ainsi que 14 des 42 institutions sondées prévoient une croissance en dessous de la médiane de 0,9% : parmi elles, BNP Paribas et Barclays Capital prévoient 0,6 % de croissance tandis que la Société Générale et l'American Chamber Mexican prévoient une croissance nulle. L'incertitude liée aux décisions du gouvernement, une potentielle dégradation de la note créditrice de Pemex et un ralentissement de l'économie étatsunienne sont les éléments qui pourraient peser sur la croissance. L'institut LatinFocus prévoit une reprise de la consommation privée (+1,5%) et de la dépense publique (+0,9%) en 2020.

Selon la presse mexicaine, les investissements directs à l'étranger (IDE) ont connu leur plus faible croissance en 2019 depuis 2016, à 4,2% pour un montant total de 32,9 Mds USD. Le flux d'IDE entrants est toutefois le plus élevé en 6 ans pour le Mexique. 53% du total correspondent à des réinvestissements de capitaux et 39% sont de nouveaux investissements. 47% des IDE étaient dirigés vers l'industrie manufacturière, 15% vers le secteur financier, et 9,7% vers le commerce. 37% des IDE proviennent des Etats-Unis, 12% d'Espagne, 10% du Canada et 9% d'Allemagne.

Le Mexique a dépassé pour la première fois en 2019 le Canada et prend la deuxième place des exportateurs de voitures vers les États-Unis. La presse indique que si la tendance actuelle se poursuit, le Mexique pourrait dépasser le Japon en tant que premier fournisseur automobile sur le marché étatsunien. En 2019, les exportations automobiles du Mexique vers les Etats-Unis ont atteint 38 Mds USD soit une hausse annuelle de 8,1%.

Le nombre d'employés gagnant entre 3 et 5 fois le salaire minimum a diminué de 9,4 millions au 4^e trimestre 2018 à 7M au 4^e trimestre 2019 tandis que sur la même période le nombre d'employés gagnant moins que le salaire minimum ou jusqu'à trois fois le salaire minimum a augmenté de 1 million de personnes.

L'impact du coronavirus sur l'économie mexicaine est encore flou :

- ❖ **Les craintes des effets mondiaux du coronavirus contribuent au ralentissement de l'économie mondiale: ainsi, le prix du baril de pétrole mexicain a chuté de 20% sur le mois de janvier dernier.** Si l'impact sur les flux commerciaux entre le Mexique et la Chine et du tourisme chinois au Mexique est faible, la crise sanitaire pourrait affecter l'économie mexicaine en réduisant les revenus pétroliers. Selon Goldman Sachs, les autres économies latino-américaines de façon plus générale sont les plus exposées aux effets de la

détérioration de l'économie chinoise en raison des prévisions de baisse des prix des matières premières et des revenus du tourisme.

- ❖ **Le Mexique pourrait toutefois bénéficier des conséquences de la crise sanitaire du coronavirus pour commercialiser davantage de produits alimentaires vers la Chine** selon la Directrice de la Chambre Chinoise de Commerce et de Technologies au Mexique A. Grijalva. Le Mexique est considéré par la Chine comme un fournisseur potentiel de denrées alimentaires avec lequel les échanges seraient amenés à s'intensifier.

Seulement 19% des foyers mexicains aux revenus les plus modestes utilisent Internet tandis que 90% des foyers aux revenus les plus élevés utilisent cet outil. Le taux de pénétration de cette technologie en milieu rural atteint 10% en 2019. Au total, plus de 80,5 M de personnes utilisent Internet au Mexique en 2019 soit une augmentation annuelle de 8,5%.

Finances publiques

L'investissement public dans les infrastructures a atteint son niveau le plus bas en 2019 depuis 2007. Pendant la première année du mandat du président AMLO, les investissements dans les infrastructures ont baissé de -11,8 % (3 % du PIB vs. 3,4 % en 2018). 41% de ces investissements en 2019 étaient destinés au secteur énergétique (+0,3% vs. 2018). Les investissements en matière d'éducation, de santé et de communication et transports ont connu une diminution en 2019 de respectivement 62%, 35% et 18%. Hors PEMEX, les investissements dans les infrastructures ont baissé de façon prononcée de -17,3 %.

L'administration fiscale mexicaine (SAT) a pris des mesures de lutte contre les pratiques de fausse facturation, dont le montant total aurait atteint 18 Mds USD entre 2017 et 2019. Le SAT a demandé à l'unité d'enquête financière du ministère de l'économie de prendre des mesures contre 977 contribuables ayant *a priori* fait usage de fausses factures. Pour mémoire, les législateurs ont durci en 2019 les sanctions pénales envers les émetteurs et utilisateurs de fausses factures.

Le ministère des finances a indiqué son souhait d'émettre un titre souverain « catastrophe naturelle » (CatBond) pour un montant de 425 M USD destiné à renforcer les finances publiques dans un tel scénario. Le ministre des finances A. Herrera rappelle que ces titres font office d'assurance en cas d'aléa. En 2017, le gouvernement d'E. Peña Nieto avait émis un titre similaire de 150 M USD suite au séisme de septembre de cette année.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 19/02/2020
Bourse (IPC)	-1%	+4%	44 901,50
Taux de change USD/Peso	-0,32	-3,4%	18,56 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-1%	-7,9%	20,06 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	+6,4%	-18,1%	48,85 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268.2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

L'OCDE a validé les politiques du Costa Rica concernant le développement de la compétitivité, validant alors le 19^e comité nécessaire à l'adhésion du Costa Rica à l'OCDE (sur 22 au total). L'objectif final de ces politiques est de permettre au consommateur d'accéder à une plus grande variété de produits et de bénéficier d'une meilleure qualité concernant les biens et services.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Le Congrès guatémaltèque a approuvé le Protocole d'Adhésion du Guatemala au Traité de Libre Echange entre les Etats de l'Association Européenne de Libre-Echange (AELE - Islande, Lichtenstein, Norvège, Suisse) et les Etats Centraméricains. Le traité inclut notamment un accès privilégié aux marchés de l'AELE, une réduction des coûts de logistique, la mise en place de droits de douane préférentiels pour certains produits agricoles et un libre accès des produits industriels. Le traité prévoit également de favoriser les échanges de bonnes pratiques entre le Guatemala et la Suisse notamment pour le secteur agricole. Les autorités guatémaltèques espèrent en outre accroître les IDE et développer de nouveaux projets de coopération avec les pays membres de l'AELE.

D'après une étude de la Banque centrale du Guatemala et de l'Organisation Internationale pour les Migrations, en 2019, 49,8% des 10,5 Mds USD de « remesas » perçues par le pays en 2019 ont été destinées à l'investissement/épargne (5,2 Mds USD), 34,9% à la consommation finale (logements, alimentation, transport, fournitures scolaires et vêtements...) (3,7 Mds USD), 8% aux investissements sociaux (construction d'écoles, centres de santé, infrastructures sportives...) (849 M USD) et 7,2% aux consommations intermédiaires (matériel, machines industrielles) (764 M USD).

En 2019, d'après la Commission Portuaire Nationale (CPN), près de 28 millions de tonnes de marchandises ont transité par les ports du pays, soit une hausse de 4% par rapport à 2018. 77% du total des importations et exportations guatémaltèques sont acheminées par voie maritime, 22% par voie terrestre et 0,2% par voie aérienne.

Le Ministère des finances a annoncé l'émission de bons du trésor pour un montant total de 2,5 Mds USD pour 2020.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

Le gouvernement envisage la création de 15 000 emplois en 2020 dans le secteur textile.

Actuellement, 178 000 personnes travaillent dans la « maquila » hondurienne.

D'après la Chambre Nationale du Tourisme du Honduras (Canaturh), le secteur touristique devrait générer 1,2 Mds USD de devises en 2020, contre 950 M USD en 2019.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

D'après la Chambre de Tourisme Nationale du Nicaragua (Canatur), 78% des entreprises du secteur touristique ont été affectées par la hausse de la facture énergétique. D'après le Canatur, en 2019, 1,05 millions de touristes étrangers auraient visité le pays, soit plus de 2

fois moins qu'en 2017 avant la crise. Depuis 2018, la fréquence des vols vers le pays a diminué de 50%.

D'après le Ministère de l'Energie et des Mines (MEM), le Nicaragua lancera prochainement un programme de soutenabilité énergétique et investira dans ce cadre plus de 348 M USD en 2020 dans des projets d'énergie renouvelable. 4000 panneaux solaires devraient être déployés dans la côte caraïbe et dans le département du Rio San Juan.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Suite à une visite, le FMI a confirmé que le déficit budgétaire et l'inflation maintiendront leur niveau et que l'économie panaméenne continuera de croître. Selon le chef de mission Alejandro Santos, la croissance économique devrait être de l'ordre de 4,8% et l'inflation d'environ 1%.

Mardi 18 février, l'UE a de nouveau inclus Panama sur sa liste noire des paradis fiscaux, une inclusion que le Président Laurentino Cortizo a jugée « d'arbitraire ». Le Gouvernement panaméen affirme qu'aucune évaluation technique n'a été réalisée et que la décision se base simplement sur les critères du GAFI et de l'OCDE. Parallèlement, l'UE a inscrit les îles Caïmans, territoire britannique, sur cette même liste alors que le Royaume-Uni a quitté l'union à la fin du mois de janvier.

Le Groupe des Entreprises (GDE) composé d'Alstom, de CIM, de Sofratesa, de Thales, de TCP Rail et de TSO a obtenu l'approbation du contrat pour l'extension de la ligne 2 du métro reliant l'Institut Technique supérieur et l'aéroport de Tocumen pour un montant de 42,7 M USD.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Le Venezuela augmente ses livraisons de pétrole pour faire face à la pénurie. Durant la première quinzaine du mois de février, PDVSA, l'opérateur historique, a exporté vers Cuba en moyenne 173.000 barils par jour contre 56.600 en janvier. Alors que les besoins de l'île se chiffrent à près de 155.000 barils par jour, cette augmentation des livraisons devrait momentanément résoudre l'actuel épisode de pénurie de carburant. Cuba cherche cependant à diversifier ses fournisseurs : l'Argentine, l'Algérie et le Curaçao auraient livré le pays.

Le Mexique augmente ses correspondances aériennes vers Cuba : l'agence de tourisme Viñales Tour a annoncé la mise en place, à partir du 28 mars 2020 et jusqu'au mois d'octobre, de nouvelles opérations aériennes vers l'île. Ainsi, le tour opérateur proposera 2 vols charters par semaine Mexico - La Havane, assurés par la compagnie low-cost mexicaine Viva Aerobus.

Haïti

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

La crise socio-politique a significativement affecté l'industrie textile haïtienne. Selon un rapport de l'Association des industries haïtiennes (ADIH), le secteur textile a perdu près de 3 000 emplois depuis le début de la crise. Pour mémoire, les manifestants ont débuté une campagne de blocage de l'économie en septembre et octobre dernier (« Peyi Lok ») ayant paralysé le pays et limité les déplacements dans la capitale et dans d'autres villes du pays.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

L'inflation atteint 5,2 % g.a. en janvier (-1,1 % g.m.). La baisse mensuelle des prix est due à la baisse des prix des produits alimentaires (-1,4 %), du logement et assimilés (-4 %) et des transports (-0,7). L'inflation est hors de l'intervalle cible de la Banque centrale (4 ± 1 %).

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

Une mission française a été reçue par le Gouverneur de la Banque centrale le 18 février dernier, intégrant des entreprises souhaitant potentiellement investir dans le pays. La mission était composée de D. Lopinot, Ambassadeur de France en RD, et de représentants de ALSTOM, BNP PARIBAS, BPI France, Carninal, CMACGM, INCS, JC Decaux, Maritime Street, MND, POMA, Suez, Thales, Medef International, AFD, et Proparco. Le gouverneur de la Banque centrale a souhaité rassurer ces potentiels investisseurs quant aux fondamentaux de l'économie dominicaine.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

